L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLÉANS, JEUDI MATIN, 24 MAI 1855.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & COMP.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUFOUR.
E. DUVERGER. O. HARDY.
No 33, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS :
JEUDI MATIN, 24 MAI.

AGITATION.

La question de l'esclavage semble destinée à troubler perpetuellement l'Union et n'y entretenir une dangereuse agitation. Les compromis ne sont qu'un palliatif : après chacune des mémorables transactions auxquelles nos hommes d'Etat les plus célèbres ont attaché leurs noms, on a cru que l'harmonie était rétablie dans le pays, mais de cruelles déceptions ont bien vite démontré le néant de ces conclusions. Puisque la Constitution elle-même n'est pas respectée par les fanatiques du Nord, comment peut-on espérer qu'un compromis, qui n'est en définitive qu'une loi, aura sur elle plus de puissance ? On sait l'histoire du célèbre compromis du Missouri : respecté solennel entre le Nord et le Sud scellé solennel entre le Nord et le Sud semblait lui mettre un terme à l'agitation ? Le Congrès n'a-t-il pas été comme par le passe une arène de violentes discussions et de débats passionnés ? Qu'on consulte les journaux de Washington et on sera complètement édifié là-dessus.

Après le dernier compromis le pays semblait avoir retrouvé un peu de calme, lorsque M. Douglass a présenté son bill pour l'organisation des territoires de Kansas et de Nebraska. Il n'en a pas fallu davantage pour rallumer le feu des passions sectionnelles. La nouvelle loi ayant virtuellement aboli le compromis du Missouri en déclarant que les habitans des deux territoires que nous venons de nommer pourraient, dans la Constitution qu'ils se donneraient au moment d'entrer dans l'Union, proclamer ou interdire l'esclavage, il s'est ouvert dans le Nord et dans une partie de l'Ouest de furieuses clameurs et de virulentes protestations. En vertu du compromis du Missouri, l'établissement de l'esclavage était pour lui une barrière infranchissable d'un certain degré de latitude, et voilà que le bill de M. Douglass abolissait cette restriction.

Le principe proclamé dans cette dernière loi est le seul vrai, le seul légitime, le seul raisonnable ; mais il avait le tort d'abroger une transaction qui accordait une certaine satisfaction aux adversaires de l'esclavage. Ceux-ci, l'acceptant comme une déclaration de guerre, se sont mis à l'œuvre pour coaliser les nouveaux territoires. Ils y ont envoyé des convois d'autochtones afin de s'assurer dans la population une majorité hostile à l'esclavage et qui, à décrété, en temps opportun, l'interdiction de cette institution. Mais les partisans de l'esclavage s'étaient également portés en nombre dans les territoires, et les deux partis se trouvant en présence en sont venus aux hostilités. C'est une vraie guerre civile qui règne en ce moment au Kansas. C'est à coups de couteau et de pistolet que discutent les champions et les adversaires de l'esclavage. Dernièrement, dans une assemblée tenue à Leavenworth, les habitans de libre-état ont mis une question relative au droit de préemption. Quoique le sujet n'eût qu'un rapport indirect à la question de l'esclavage, il se trouvait cependant que les propriétaires d'esclaves étaient d'un avis et les *free-soilers* de l'autre. Quand on alla aux voix, l'assemblée se trouva à peu près également partagée, et un propriétaire d'esclaves nommé Clark dit que la majorité était pour son parti. Un avocat nommé McCrea lui dit que c'était un mensonge. Clark saisit son revolver et le frappa, suivant un rapport, et le menaça seulement, suivant un autre. Alors McCrea lui tira un coup de pistolet qui le tua.

Voilà où en sont les deux partis au Kansas, et on conviendra que cet état de choses est assez alarmant pour inspirer de sérieuses inquiétudes.

Ce n'est pas seulement sur nos territoires que la folie d'abolitionnisme. Un juge du Massachusetts ayant, comme commissaire des Etats-Unis, ordonné l'arrestation d'un esclave fugitif, s'est attiré la haine de tous ses compatriotes. La législature de l'Etat a déclaré qu'il avait mal compris le vœu populaire et a invité le gouverneur à le destituer. Nous avons analysé l'autre jour la réponse digne et ferme de M. Gardner : il a été aux chambres du Massachusetts que le juge Loring n'avait fait qu'obéir à une loi des Etats-Unis, et que ce n'était pas la la cause d'exclusion. Pour destituer le juge Loring, il demandait qu'on lui prouvât que ce magistrat était incapable d'exercer ses importantes fonctions qui lui étaient confiées.

Le gouverneur Gardner a pris dans cette question une attitude qui le recommande aux bienveillantes sympathies du Sud. Premier magistrat d'un Etat abolitionniste, entouré de négrophiles et de fanatiques, il lui a fallu beaucoup de courage pour se soustraire à la funeste influence du milieu où il se trouve. Ne prenant pour guide que sa haute raison et son intelligence éclairée, il a su conserver toute son indépendance, et, pour assurer le triomphe du droit et de la vérité, il a pas hésité à sacrifier sa popularité. Il a été en effet traîné aux gémonies par les journaux abolitionistes, mais il pourra au moins se rendre ce témoignage qu'il a courageusement rempli son devoir.

La législature du Massachusetts, battue de ce côté, s'est avisée d'adopter une loi qui annule celle du Congrès relative à l'extradition des esclaves fugitifs. C'est-à-dire que l'officier fédéral qui essaiera de mettre cette dernière loi à exécution dans le Massachusetts, sera passible d'une amende, de la prison, etc. Le gouverneur, animé d'un même esprit national qui l'avait porté à maintenir le juge Loring à son poste, a trappé de son veto le bill de la législature, mais celle-ci se composant presque exactement d'ardents fanatiques, a mis le veto de nouveau la loi à la majorité des deux tiers, chiffre requis par la constitution de l'Etat pour empêcher l'effet du veto de l'exécutif.

Voilà donc le Massachusetts en guerre ouverte avec le gouvernement fédéral. En annulant une loi du Congrès, il se place dans la position où se trouvait il y a quelques années la Caroline du Sud. Le Massachusetts proclame solennellement la nullification ; il commet un acte d'insubordination et se met pour ainsi dire hors la loi. Espérons que M. Pierce aura l'énergie du général Jackson et qu'à la première occasion qui s'offrira de mettre à exécution dans le Massachusetts la loi sur les esclaves fugitifs, il saura la faire triompher et sauvegarder ainsi l'honneur et l'intégrité de l'Union.

NOUVEAUX CURÉS—Le départ de M. Maunhaut pour l'Europe, ayant laissé vacante la place de curé de la cathédrale de St Louis, l'archevêque a nommé à ce poste l'abbé Duquesnay, curé de l'église St Augustin. Il a été aussi nommé à l'archevêché de faire un plus heureux choix. M. Duquesnay jouit de la confiance de toutes nos familles, dont il a su depuis longtemps conquérir les affectueuses sympathies par sa charité, sa constante bienveillance, son inaltérable douceur et sa manséétude véritablement chrétienne. Le nouveau curé de la cathédrale est un de ces prêtres qui honorent la religion par la pratique de toutes les vertus et qui la font aimer et respecter par les exemples édifians qu'ils donnent aux fidèles.

Le dépérissement de M. Duquesnay laissant la cure de l'église St Augustin vacante, l'archevêque y a nommé M. l'abbé CÉRÉ dont nous avons pu personnellement apprécier la haute intelligence, la raison éclairée, et l'inépuisable bonté. M. CÉRÉ est allié à quelques unes des familles les plus respectables de la Nile Orléanse : il possède comme homme et comme prêtre de rares et précieuses qualités qui le font toujours chérir. C'est pour nous et pour tous ceux qui le connaissent le modèle de pasteur véritablement digne de ses fonctions. Nous applaudissons sans réserve à sa nomination.

Dépêche Télégraphique
Evénemens à l'intérieur.

Navigation intérieure.

Louisville, 23 mai—Le niveau de l'Ohio continue à décroître lentement. Les bateaux à vapeur Rogers, Landis et Tecumseh sont arrivés ici venant de la Nouvelle-Orléans.

Le thermomètre marque aujourd'hui 89 degrés à l'ombre.

Vicksburg, 23 mai—Le steamer Falls City, descendant à la Nile-Orléans, est passé ici ce matin à 10 heures.

(Hier soir, au moment où les bureaux de la *Ligne Nationale* se sont fermés, on n'avait encore reçu aucune nouvelle du steamer *America*, attendu à Halifax avec des avis d'Europe d'une semaine plus récents. — *Edit.*)

LE JUGE LEA ET LA COUR SUPRÊME—On verra par une correspondance insérée plus loin qu'un grand nombre de membres du barreau de notre ville ont invité le juge LEA à se laisser porter comme candidat pour le place de juge associé de la Cour Suprême, devenue vacante par la démission de juge Ogden, un des membres de ce tribunal. Le juge Lea a accepté la candidature.

SECONDE FÊTE POPULAIRE—Nous avons reçu une obligeante invitation pour la 2de fête populaire des Allemands, et nous prions le comité d'agréer nos remerciemens. La fête aura lieu dimanche prochain à l'hippodrome de l'Union et se composera de tir à la cible, de courses à pied, à cheval et en voitures, d'exercices de gymnastique, &c. Des prix seront adjugés aux vainqueurs.

LA GLACE SUBSTITUÉE AU CHLOROFORME — *Un médecin de New-York*, le Dr E. H. DIXON, éditeur du *Scalpel*, annonce à ses confrères et au public dans un des derniers numéros de son journal, que l'on peut avantageusement remplacer le chloroforme, dans les opérations peu graves, par une application de glace réduite en poudre et mêlée de sel. On emploie deux parties de glace et une partie de sel. L'opération se fait sur la partie à laquelle on doit se pratiquer l'incision et dure de quatre à cinq minutes. Au bout de ce temps l'engourdissement est assez complet pour que le couteau passe entamer les chairs sans que le patient éprouve la moindre douleur. Le Dr Dixon recommande de n'appliquer la glace que pendant quatre minutes et d'appuyer ensuite légèrement les parties de bistouri sur celle à conserver quelque sensibilité : dans cet dernier cas on prolonge l'application d'une demi minute ou d'une minute. Il serait dangereux, dit-il, de la continuer après cinq minutes.

Baker le meurtrier.

Nous avons publié hier un récit détaillé de l'arrestation de Baker, le héros de la sanglante tragédie de Stalwix Hall, a New-York. Les journaux de cette dernière ville s'occupent beaucoup encore du meurtrier de Poole. Ils racontent minutieusement le voyage de fugitif *per Grape Shot* aux îles Canaries, le retour de ce navire aux Etats-Unis, l'empressement de Baker et ce qu'ils appellent son *attitude*. Le meurtrier a été, comme on le suppose, interrogé sur les motifs qui l'ont porté à tuer Poole. Voici ce qu'il a répondu suivant le *Times* de New-York :

Les circonstances qui me conduisirent, dit-il, à Stalwix Hall, sont purement accidentelles. J'étais à New-Haven pour affaires particulières, et je ne savais pas un mot de la compagnie avec laquelle je devais voyager. Je ne connaissais personne, et je ne parlais pas un mot de français. Il n'est naturel que je me sois adressé à mes compagnons de voyage, qui parlaient anglais, mais en parcourant la liste des passagers, je remarquai un nom français, et je m'adressai à celui qui le portait. Il me répondit en anglais, mais en parlant très imparfaitement. Il me dit qu'il était Français, qu'il avait été longtemps en Amérique, et qu'il retournait en Europe. Il me parut être un homme d'honneur, et je me liai avec lui. Nous nous promenâmes ensemble sur le pont, et nous causâmes de différentes choses. Il me dit qu'il était marié, et qu'il avait laissé sa femme et ses enfans à Paris. Il me montra leurs portraits, et me parla de sa famille. Il me dit qu'il était propriétaire d'une maison de commerce, et qu'il avait des affaires importantes à régler à Londres. Il me dit qu'il avait été forcé de quitter la France à cause de ses opinions politiques, et qu'il ne pouvait y retourner. Il me dit qu'il était républicain, et qu'il avait été obligé de fuir pour échapper à la mort. Il me dit qu'il avait été forcé de se battre en duel avec un homme qui avait insulté sa femme, et qu'il l'avait tué. Il me dit qu'il avait été oblig